

Contre-feux

Pierre Bourdieu

Éditions Liber-Raisons d'Agir, 1998

La précarité est aujourd'hui partout (intervention de P. B., Grenoble, 1997)

[...] Je voudrais évoquer quelques-uns des problèmes qui ont été discutés. Le premier, qui exclu, tacitement, des réunions savantes : que sort-il, en définitive de tous ces débats, ou plus brutalement, à quoi servent toutes ces discussions intellectuelles ? Paradoxalement, ce sont les chercheurs qui s'inquiètent le plus de cette question ou que cette question inquiète le plus, [...] qui se la voient poser directement (et c'est sans doute très bien ainsi). A la fois brutale et naïve, elle rappelle les chercheurs à leurs responsabilités, qui peuvent être très grandes, au moins lorsque, par leur silence ou leur complicité active, ils contribuent au maintien de l'ordre symbolique qui est la condition du fonctionnement de l'ordre économique.

Il est apparu clairement que la précarité est aujourd'hui partout. Dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public, qui a multiplié les positions temporaires et intérimaires, dans les entreprises industrielles mais aussi dans les institutions de production et de diffusion culturelle, éducation, journalisme, médias, etc., où elle produit des effets toujours à peu près identiques, qui deviennent particulièrement visibles dans le cas extrêmes des chômeurs : la déstructuration de l'existence, privée en autres choses de ces structures temporelles, et la dégradation de tout le rapport au monde, au temps, à l'espace, qui s'en suit. La précarité affecte profondément celui ou celle qui la subit ; en rendant tout l'avenir incertain, elle interdit toute anticipation rationnelle et, en particulier, ce minimum de croyance et d'espérance en l'avenir qu'il faut avoir pour se révolter surtout collectivement, contre le présent, même le plus intolérable.

A ces effets de la précarité sur ceux qu'elle touche directement s'ajoutent les effets sur tous les autres, qu'en apparence elle épargne. Elle ne se laisse jamais oubliée ; elle est présente, à tous moments, dans tous les cerveaux (sauf sans doute ceux des économistes libéraux, peut-être parce que, comme le remarquait un de leurs adversaires théoriques, ils bénéficient de cette sorte de protectionnisme que représente la *tenure*, position de titulaire qui les arrache à l'insécurité...). Elle hante les consciences et les inconscients. L'existence d'une importante armée de réserve, que l'on ne trouve plus seulement, du fait de la surproduction de diplômés, aux niveaux les plus bas de la compétence et de la qualification technique, contribue à donner à chaque travailleur le sentiment qu'il n'a rien d'irremplaçable et que son travail, son emploi est en quelque sorte un privilège, et un privilège fragile et menacé (c'est d'ailleurs ce que lui rappellent, à la première incartade, ses employeurs et, à la première grève, les journalistes et commentateurs de toute espèce). L'insécurité objective fonde une insécurité subjective généralisée qui affecte aujourd'hui, au cœur d'une économie hautement développée, l'ensemble des travailleurs et même ceux qui ne sont pas ou pas encore directement frappés. Cette sorte de « mentalité collective » (j'emploie cette expression, bien que je ne l'aime pas beaucoup, pour me faire comprendre) commune à toute l'époque est au principe de la démoralisation et de la démobilisation que l'on peut observer (comme je l'ai fait dans les années 1960, en Algérie) dans des pays sous-développés, affligés de taux de non-emploi ou de sous-emploi très élevés et habités en permanence par la hantise du chômage.

Les chômeurs et les travailleurs précaires, parce qu'ils sont atteints dans leur capacité de se projeter dans l'avenir, qui est la condition de toutes les conduites dites rationnelles, à commencer par le calcul économique, ou, dans un tout autre ordre, l'organisation politique, ne sont guère mobilisables. Paradoxalement, comme je l'ai montré dans *Travail et travailleurs en Algérie* (1963), mon livre le plus ancien et, peut-être le plus actuel, pour concevoir un projet révolutionnaire, c'est-à-dire une ambition raisonnée de transformer le présent par référence à un avenir projeté, il faut avoir un minimum de prise sur le présent. Le prolétaire, à la différence du sous-prolétaire, a ce minimum d'assurances présentes, de sécurité, qui est nécessaire pour concevoir l'ambition de changer le présent en fonction de l'avenir escompté. Mais, soit dit en passant, il est aussi quelqu'un qui a encore quelque chose à défendre, quelque chose à perdre, son emploi, même épuisant et mal payé, et nombre de ses conduites, parfois décrites comme trop prudentes, ou même conservatrices, ont pour principe la crainte de tomber plus bas, de redescendre dans le sous-prolétariat.

Lorsque le chômage, comme aujourd'hui dans nombre de pays européens, atteint des taux très élevés et que la précarité affecte une partie très importante de la population, ouvriers, employés de commerce et d'industrie, mais aussi journalistes, enseignants, étudiants, le travail devient une chose rare, désirable à n'importe quel prix, qui met les travailleurs à la merci des employeurs et ceci, comme on peut le voir tous les jours, usent et abusent du pouvoir qu'il leur est ainsi donné. La concurrence pour le travail se double d'une concurrence dans le travail, qui est encore une forme de concurrence pour le travail, qu'il faut garder, parfois à n'importe quel prix, contre le chantage au débauchage. Cette concurrence, parfois aussi sauvage que celle que se livrent les entreprises, est au principe d'une véritable lutte de tous contre tous, destructrice de toutes les valeurs de solidarité et d'humanité et, parfois, d'une violence sans phrases. Ceux qui déplorent le cynisme qui caractérise, selon eux, les hommes et les femmes de notre temps, ne devraient pas omettre de le rapporter aux conditions économiques et sociales qui le favorisent ou l'exigent et qui le récompensent.

Ainsi, la précarité agit directement sur ceux qu'elle touche (et qu'elle met en fait hors d'état de se mobiliser) et indirectement sur tous les autres, par la crainte qu'elle suscite et qu'exploitent méthodiquement les stratégies de *précarisation*, comme l'introduction de la fameuse « flexibilité », - dont on aura compris qu'elle s'inspire de raisons politiques autant qu'économiques. On commence ainsi à soupçonner que la précarité est le produit non d'une *fatalité économique*, identifiée à la fameuse « mondialisation », mais d'une *volonté politique*. L'entreprise « flexible » exploite en quelque sorte délibérément une situation d'insécurité qu'elle contribue à renforcer : elle cherche à abaisser ses coûts, mais aussi à rendre possible cet abaissement en mettant le travailleur en danger permanent de perdre son travail. Tout l'univers de la production, matériel et culturel, public et privé, est ainsi emporté dans un vaste processus de précarisation, avec par exemple la *déterritorialisation de l'entreprise*: liée jusque là à un État-nation ou à un lieu (Detroit ou Turin pour l'automobile), celle-ci tend de plus en plus à s'en dissocier, avec ce que l'on appelle « l'entreprise réseau » qui s'articule à l'échelle d'un continent ou de la planète entière en connectant des segments de production, des savoirs technologiques, des réseaux de communications, des parcours de formation dispersés entre des lieux très éloignés.

En facilitant ou en organisant la mobilité du capital, et la « délocalisation » vers les pays aux salaires les plus bas, où le coût du travail est le plus faible, on a favorisé l'extension de la concurrence entre les travailleurs à l'échelle du monde. L'entreprise nationale (voire nationalisée) dont le territoire de concurrence était liée, plus ou moins strictement, au territoire national, et qui allait conquérir des marchés à l'étranger, a cédé la place à l'entreprise multinationale qui met les travailleurs en concurrence non plus avec leurs seuls compatriotes ou même, comme les démagogues veulent le faire croire

avec les étrangers implantés sur le territoire national, qui, évidemment, sont en fait les premières victimes de la précarisation, mais avec des travailleurs de l'autre bout du monde qui sont contraints d'accepter des salaires de misère.

La précarité s'inscrit dans un *mode de domination* d'un type nouveau, fondé sur l'institution d'un état généralisé et permanent d'insécurité visant à contraindre les travailleurs à la soumission, à l'acceptation de l'exploitation. Pour caractériser ce mode de domination qui, bien que dans ses effets, il ressemble de très près au capitalisme sauvage des origines, est tout à fait sans précédent, quelqu'un a proposé ici le concept à la fois très pertinent et très expressif de *flexploitation*. Ce mot évoque bien cette gestion rationnelle de l'insécurité, qui, en instaurant notamment à travers la manipulation concertée de l'espace de production, la concurrence entre les travailleurs des pays aux acquis sociaux les plus importants, aux résistances syndicales les mieux organisées – autant de traits liés à un territoire et une histoire nationaux – et les travailleurs des pays moins avancés socialement brise les résistances et obtient l'obéissance et la soumission, par des mécanismes en apparence naturels, qui sont ainsi à eux-mêmes leur propre justification. Ces dispositions soumises que produit la précarité sont la condition d'une exploitation de plus en plus « réussie », fondée sur la division entre ceux qui, de plus en plus nombreux, ne travaillent pas et ceux qui, de moins en moins nombreux, travaillent, mais travaillent de plus en plus. Il me semble donc que ce qui est présenté comme un régime économique régi par les lois inflexibles d'une sorte de nature sociale est en réalité un *régime politique* qui ne peut s'instaurer qu'avec la complicité active ou passive des pouvoirs proprement politiques.

Contre ce régime politique, la lutte politique est possible. Elle peut se donner pour fin d'abord, comme l'action caritative ou caritativo-militante, d'encourager les victimes de l'exploitation, tous les précaires actuels et potentiels, à travailler en commun contre les effets destructeurs de la précarité (en les aidant à vivre, à « tenir » et à se tenir, à sauver leur dignité, à résister à la déstructuration, à la dégradation de l'image de soi, à l'aliénation), et surtout à se mobiliser, à l'échelle internationale, c'est-à-dire au niveau même où s'exercent les effets de la politique de précarisation, pour combattre cette politique et neutraliser la concurrence qu'elle vise à instaurer entre les travailleurs des différents pays. Mais elle peut aussi d'arracher les travailleurs à la logique des luttes anciennes qui, fondées sur la revendication du travail ou d'une meilleure rémunération du travail, enferment dans le travail et dans l'exploitation (ou la *flexploitation*) qu'il autorise. Cela, par une redistribution du travail (à travers une forte réduction de la durée hebdomadaire du travail à l'échelle de l'Europe), redistribution inséparable d'une redéfinition de la distribution entre le temps de production et le temps de reproduction, le repos et le loisir.

Révolution qui devrait commencer par l'abandon de la vision étroitement calculatrice et individualiste qui réduit les agents à des calculateurs occupés à résoudre des problèmes et des problèmes strictement économiques, au sens le plus étroit du terme. Pour que le système économique fonctionne, il faut que les travailleurs y apportent leurs propres conditions de production et de reproduction mais aussi les conditions du fonctionnement du système économique lui-même, à commencer par leur croyance dans l'entreprise, dans le travail, dans la nécessité du travail, etc. Autant de choses que les économistes orthodoxes excluent *a priori* de leur comptabilité abstraite et mutilée, laissant tacitement la responsabilité de la production et de la reproduction de toutes les conditions économiques et sociales cachées du fonctionnement de l'économie tel qu'ils la connaissent aux individus ou, paradoxe, à l'État, dont ils prêchent par ailleurs la destruction.

Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites

(Intervention de P. B., Janvier 1998)

Le monde économique est-il vraiment, comme le veut le discours dominant, un ordre pur et parfait, déroulant implacablement la logique de ses conséquences prévisibles et promptes à réprimer tous les manquements par les sanctions qu'il inflige soit de manière automatique, soit, plus exceptionnellement, par l'intermédiaire de son bras armé, le FMI ou l'OCDE, et des politiques drastiques qu'ils imposent, baisse du coût de la main d'œuvre, réduction des dépenses publiques et flexibilisation du travail ? Et s'il n'était en réalité que la mise en pratique d'une utopie, le néo-libéralisme, ainsi convertie en *programme politique*. Mais une utopie qui, avec de la théorie économique dont elle se réclame, parvient à se penser comme la description scientifique du réel ?

Cette théorie tutélaire est une pure fiction mathématique, fondée, dès l'origine, sur une formidable abstraction (qui ne se réduit pas, comme veulent le croire les économistes qui défendent le droit à l'abstraction inévitable, à l'effet, constitutif de tout projets scientifique, de la construction d'objet comme appréhension délibérément sélective du réel) : celle qui, au nom d'une conception aussi étroite que stricte de la rationalité identifiée à la rationalité individuelle, consiste à mettre entre parenthèses les conditions économiques et sociales des dispositions rationnelles (et en particulier de la disposition calculatrice appliquée aux choses économiques qui est au fondement de la vision néo-libérale) et des structures économiques et sociales qui sont la condition de leur exercice, ou, plus précisément, de la production et de la reproduction de ces dispositions et ces structures. Il suffit de penser, pour donner la mesure de l'omission, au seul système d'enseignement, qui n'est jamais pris en compte *en tant que tel* en un temps où il joue un rôle déterminant tant dans la production des biens et des services que dans la production des producteurs. De cette sorte de faute originelle, inscrite dans le mythe walrasien de la « théorie pure », découlent tous les manques et tous les manquements de la discipline économique, et l'obstination fatale avec laquelle elle s'accroche à l'opposition arbitraire qu'elle fait exister par sa seule existence, entre la logique proprement économique, fondée sur la concurrence et porteuse d'efficacité, et la logique sociale, soumise à la règle de l'équité.

Cela dit, cette 'théorie' originellement désocialisée et deshistoricisée a, aujourd'hui plus que jamais les moyens de *se rendre vrai*, empiriquement vérifiable. En effet, le discours néo-libéral n'est pas un discours comme les autres. A la manière du discours psychiatrique dans l'asile, selon Erving Goffman, c'est un 'discours fort', qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa force propre, proprement symbolique, à ces rapports de forces. Au nom de ce programme scientifique de connaissance converti en programme politique d'action, s'accomplit un immense *travail politique* (dénié, puisqu'en apparence purement négatif) qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la 'théorie' ; un *programme de destruction méthodique des collectifs* (l'économie néo-classique ne voulant connaître que des individus, qu'il s'agisse d'entreprises, de syndicats, ou de familles).

Le mouvement, rendu possible par la politique de déréglementation financière, vers l'utopie néo-libérale d'un marché pur et parfait, s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire, *destructrice*, de toutes les mesures politiques (dont la plus récente est l'AMI, accord multilatéral sur l'investissement, destiné à protéger contre les États nationaux les entreprises étrangères et leurs investissements) visant à *mettre en question toutes les structures collectives* capables de faire obstacle à la logique du marché pur : *nation*, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; *groupes de travail*, avec par exemple l'individualisation des salaires et des carrières en

fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; *collectifs de défense* des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopératives ; *famille* même, qui, à travers la constitution de marchés par classes d'âge perd une part de son contrôle sur la consommation. Tirant sa force sociale de la force politico-économique de ceux dont il exprime les intérêts, actionnaires, opérateurs financiers, industriels, hommes politiques conservateurs ou sociaux démocrates convertis aux démissions rassurantes du laisser-faire, hauts fonctionnaires des finances, d'autant plus acharnés à imposer une politique prônant leur propre dépérissement que, à la différence des cadres des entreprises, ils ne courent aucun risque d'en payer éventuellement les conséquences, le programme néo-libéral tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales, et à construire ainsi, dans la réalité, un système économique conforme à la description théorique, c'est-à-dire une sorte de machine logique, qui se présente comme une chaîne de contraintes entraînant les agents économiques.

La mondialisation des marchés financiers, jointe au progrès des techniques d'information, assure une mobilité sans précédent des capitaux et donne aux investisseurs (ou actionnaires) soucieux de leurs intérêts immédiats, c'est-à-dire de la rentabilité à court terme de leurs investissements, la possibilité de comparer à tout moment la rentabilité des plus grandes entreprises et de sanctionner en conséquence les échecs relatifs. Les entreprises elles-mêmes, placées sous une telle menace permanente, doivent s'ajuster de manière de plus en plus rapide aux exigences des marchés ; cela sous peine de 'perdre, comme on dit, la confiance des marchés', et du coup le soutien des actionnaires qui, soucieux d'obtenir une rentabilité à court terme, sont de plus en plus capables d'imposer leurs volontés aux *managers*, de leur fixer des normes, à travers les directions financières, et d'orienter leurs politiques en matière d'embauche, d'emploi et de salaire. Ainsi s'instaure le règne absolu de la flexibilité, avec les recrutements sous contrat à durée déterminée ou les intérimaires et les 'plans sociaux' à répétition, et l'instauration, au sein même de l'entreprise, de la concurrence entre filiales autonomes, entre équipes, contraintes à la polyvalence, et, enfin, entre individus, à travers *l'individualisation* de la relation salariale : fixation d'objectifs individuels ; instauration d'entretiens individuels d'évaluation ; hausses individualisées des salaires ou octrois de primes en fonction de la compétence et du mérite individuel ; carrières individualisées ; stratégies de 'responsabilisation' tendant à assurer l'auto-exploitation de certains cadres qui, simples salariés sous forte dépendance hiérarchique, sont en même temps tenus pour responsables de leurs ventes, de leurs produits, de leur succursale, de leur magasin, etc., à la façon d'indépendants ; exigence de 'l'auto-contrôle' qui étend l'implication des salariés, selon les techniques du 'management participatif', bien au-delà des emplois de cadres ; autant de techniques d'assujettissement rationnel qui, tout en imposant le surinvestissement dans le travail, et pas seulement dans les postes de responsabilité, et le travail dans l'urgence, concourent à affaiblir ou à abolir les repères et les solidarités collectives.

L'institution pratique d'un monde darwinien qui trouve les ressorts de l'adhésion à la tâche et à l'entreprise dans l'insécurité, la souffrance et le stress, ne pourrait sans doute pas réussir aussi complètement si elle ne trouvait la complicité des *habitus précarisés* que produit l'insécurité et l'existence, à tous les niveaux de la hiérarchie, et même aux plus élevés parmi les cadres notamment, d'une *armée de réserve de main d'œuvre docilisée par la précarisation* et par la menace permanente du chômage. Le fondement ultime de tout cet ordre économique placé sous l'invocation de la liberté des individus est en effet la *violence structurale* du chômage, de la précarité et de la *peur* qu'inspire la menace du licenciement : la condition du fonctionnement 'harmonieux' du modèle micro-économique individualiste et le principe de la 'motivation' individuelle au travail résident en dernière analyse dans un phénomène de masse, l'existence de l'armée

de réserve des chômeurs. Armée qui, d'ailleurs, n'en est pas une, puisque le chômage isole, atomise, individualise, démobilise, désolidarise.

Cette violence structurale pèse aussi sur ce que l'on appelle le contrat de travail (savamment rationalisé et déréalisé par la 'théorie des contrats'). Le discours d'entreprise n'a jamais autant parlé de confiance, de coopération, de loyauté et de culture d'entreprise qu'à une époque où on obtient l'adhésion de chaque instant en faisant disparaître toutes les garanties temporelles (les trois-quarts des embauches sont à durée déterminées, la part des emplois précaires ne cesse de croître, le licenciement tend à n'être plus soumis à aucune restriction). Adhésion qui, d'ailleurs, ne peut être qu'incertaine et ambiguë, parce que la précarité, la peur du licenciement, le *downsizing* peuvent, comme le chômage, engendrer l'angoisse, la démoralisation ou le conformisme (autant de tares que la littérature gestionnaire constate et déplore). Dans ce monde sans inertie, sans principe immanent de continuité, les dominés sont dans la position des créatures dans un univers cartésien : ils sont suspendus à la décision arbitraire d'un pouvoir responsable de la 'création continuée' de leur existence – comme l'atteste et le rappelle la menace de la fermeture d'usine, du désinvestissement et de la délocalisation.

Le sentiment profond d'insécurité et d'incertitude sur l'avenir et sur soi-même qui frappe tous les travailleurs ainsi précarisés doit sa coloration particulière au fait que le principe de la division entre ceux qui sont rejetés dans l'armée de réserve et ceux qui ont du travail semble résider dans *la compétence scolairement garanti*, qui est au principe des divisions, au sein de l'entreprise « technicisée », entre les cadres ou les « techniciens », et les simples ouvriers ou les OS, nouveaux parias de l'ordre industriel. La généralisation de l'électronique, de l'informatique et des exigences de qualité, qui oblige tous les salariés à de nouveaux apprentissages et perpétue dans l'entreprise l'équivalent des épreuves de l'école, tend à redoubler le sentiment de l'insécurité par un sentiment, savamment entretenu par la hiérarchie, *d'indignité*. L'ordre professionnel et, de proche en proche, tout l'ordre social, paraît fondé sur un ordre des « compétences » ou, pire, des « intelligences ». Plus peut-être que les manipulations techniciennes des rapports de travail et les stratégies spécialement aménagées en vue d'obtenir la soumission et l'obéissance qui font l'objet d'une attention incessante et d'une réinvention permanente, plus que l'énorme investissement en personnel, en temps, en recherche et en travail que suppose l'invention continue de nouvelles formes de gestion de la main d'œuvre et de nouvelles techniques de commandement, c'est la croyance dans la hiérarchie des compétences scolairement garanties qui fonde l'ordre et la discipline dans l'entreprise privée et aussi, de plus en plus, dans la fonction publique : obligés de se penser par rapport à la grande noblesse d'école, vouée aux tâches de commandement, et à la petite noblesse des employés et des techniciens cantonnés dans les tâches d'exécution et toujours en sursis, parce que toujours obligés de *faire leurs preuves*, les travailleurs condamnés à la précarité et à l'insécurité d'un emploi sans cesse suspendu et menacés de relégation dans l'indignité du chômage ne peuvent concevoir qu'une image désenchantée et de même en tant qu'individus, et de leur groupe ; autrefois objet de fierté, enraciné dans des traditions et fort de tout un héritage technique et politique, le groupe ouvrier, si tant est qu'il existe encore en tant que tel, est voué à la démoralisation, à la dévalorisation, et à la désillusion politique, qui s'exprime dans la crise du militantisme ou, pire, dans le ralliement désespéré aux thèses de l'extrémisme fascistoïde.

On voit ainsi comment l'utopie néo-libérale tend à s'incarner dans la réalité d'une sorte de machine infernale, dont la nécessité s'impose aux dominants eux-mêmes – parfois traversés, comme Georges Soros, et tel ou tel président de fonds de pension, par l'inquiétude des effets destructeurs de l'empire qu'ils exercent et portés à des actions compensatoires inspirées de la logique même qu'elles veulent neutraliser, comme les générosités à la Bill Gates. Comme le marxisme en d'autres temps, avec lequel, sous ce

rapport, elle a beaucoup de points communs, cette utopie suscite une formidable croyance, la *Free trade faith*, non seulement chez ceux qui en vivent matériellement comme les financiers, les patrons de grandes entreprises, etc., mais aussi ceux qui en tirent leurs justifications d'exister, comme les hauts fonctionnaires et les politiciens qui sacralisent le pouvoir des marchés au nom de l'efficacité économique, qui exigent la levée des barrières administratives ou politiques capables de gêner les détenteurs de capitaux dans la recherche purement individuelle de la maximisation du profit individuel instituée en modèle de rationalité, qui veulent des banques centrales indépendantes, qui prêchent la subordination des États nationaux aux exigences de la liberté économique pour les maîtres de l'économie avec la suppression de toutes les réglementations sur tous les marchés, à commencer par le marché du travail, l'interdiction des déficits et de l'inflation, la privatisation généralisée des services publics, la réduction des dépenses publiques et sociales.

Sans partager nécessairement les intérêts économiques et sociaux des vrais croyants, les économistes ont assez d'intérêts spécifiques dans le champ de la science économique pour apporter une contribution décisive, quels que soient leurs états d'âme à propos des effets économiques et sociaux de l'utopie qu'ils habillent de raison mathématique, à la production et à la reproduction de la croyance dans l'utopie néo-libérale. Séparés par toute leur existence et surtout toute leur formation intellectuelle, le plus souvent purement abstraite, livresque et théoricien, du monde économique et social tel qu'il est, ils sont, comme d'autres en d'autres temps dans le domaine de la philosophie, particulièrement inclinés à confondre les choses de la logique avec la logique des choses. Confiants dans des modèles qu'ils n'ont pas pratiquement jamais l'occasion de soumettre à l'épreuve de la vérification expérimentale, portés à regarder de haut les acquis des autres sciences historiques, dans lesquels ils ne reconnaissent pas la pureté et la transparence cristalline de leurs jeux mathématiques et dont ils sont le plus souvent incapables de comprendre la vraie nécessité et la profonde complexité, ils participent et collaborent à un formidable changement économique et social qui, même si certaines de ces conséquences leur font horreur (ils peuvent cotiser au parti socialiste et donner des conseils avisés à ses représentants dans les instances de pouvoir), ne peut pas leur déplaire complètement puisque, au péril de quelques ratés, imputables notamment à ce qu'ils appellent des 'bulles spéculatives', il tend à donner réalité à l'utopie ultra-conséquence (comme certaines formes de folie) à laquelle ils consacrent leur vie.

Et pourtant, le monde est là, avec les effets immédiatement visibles de la mise en œuvre de la grande utopie néo-libérale : non seulement la misère et la souffrance d'une fraction de plus en plus grande des sociétés les plus avancées économiquement, l'accroissement extraordinaire des différences entre les revenus, la disparition progressive des univers autonomes de production culturelle, cinéma, édition, etc., donc, à terme, des produits culturels eux-mêmes, du fait de l'intrusion croissante des considérations commerciales, mais aussi et surtout la destruction de toutes les instances collectives capables de contre-carrer les effets de la machine infernale au premier rang desquelles l'État, dépositaire de toutes les valeurs universelles, associées à l'idée de *public*, et l'imposition, partout, dans les hautes sphères de l'économie et de l'État ou au sein des entreprises, de cette sorte de darwinisme moral qui, avec le culte du *winner*, formé aux mathématiques supérieur et au saut à l'élastique, instaure la lutte de tous contre tous et le *cynisme* en normes de toutes les pratiques. Et le nouvel ordre moral, fondé sur le renversement de toutes les tables des valeurs, s'affirme dans le spectacle, complaisamment diffusé par les médias, de tous ces hauts représentants de l'État qui abaissent leur dignité statutaire à multiplier les courbettes devant les patrons de multinationales, Daewoo ou Toyota, ou à rivaliser de sourire et de signes d'intelligence devant un Bill Gates.

Peut-on attendre que la masse extraordinaire de souffrance que produit un tel régime politico-économique soit un jour au principe d'un mouvement capable d'arrêter la course à l'abîme ? En fait, on est ici devant un extraordinaire paradoxe : alors que les obstacles rencontrés sur la voie de la réalisation de l'ordre nouveau, celui de l'individu seul, mais libre, sont aujourd'hui tenus pour imputables à des rigidités et des archaïsmes, et que toute intervention directe et consciente, du moins lorsqu'elle vient de l'État, par quelque biais que ce soit, est d'avance discrédité, sous prétexte qu'elle est inspirée par des fonctionnaires obéissant à leurs propres intérêts et connaissant mal les intérêts des agents économiques, donc sommée de s'effacer au profit d'un mécanisme pur et anonyme, le marché (dont on oublie qu'il est aussi le lieu d'exercice d'intérêts), c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi les solidarités sociales, familiales ou autres, qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée. La transition vers le 'libéralisme' s'accomplit de manière insensible, donc imperceptible, comme la dérive des continents, cachant ainsi aux regards ses effets, à long terme, les plus terribles. Effets qui se retrouvent aussi dissimulés, paradoxalement, par les résistances qu'il suscite, dès maintenant, de la part de ceux qui défendent l'ordre ancien en puisant dans les ressources qu'il recelait, dans les modèles juridiques ou pratiques d'assistance et de solidarité qu'il proposait, dans les habitus qu'il favorisait (chez les infirmières, les assistantes sociales), bref dans les réserves de capital social qui protègent toute une partie de l'ordre social présent de la chute dans l'anomie. (Capital qui, s'il n'est pas renouvelé, reproduit, est voué au dépérissement, mais dont l'épuisement n'est pas pour demain).

Mais ces mêmes forces de 'conservation', qu'il est trop facile de traiter comme des forces conservatrices sont aussi, sous un autre rapport, des forces de *résistance* à l'instauration de l'ordre nouveau qui peuvent devenir des forces subversives, - à condition notamment que l'on sache mener la lutte proprement symbolique contre le travail incessant des 'penseurs' néo-libéraux pour discréditer et disqualifier l'héritage de mots, de traditions et de représentations associés aux conquêtes historiques des mouvements sociaux du passé et du présent ; à condition aussi que l'on sache défendre les institutions correspondantes, droit du travail, assistance sociale, sécurité sociale, etc. contre la volonté de les renvoyer à l'archaïsme d'un passé dépassé ou, pire, de les constituer, contre toute vraisemblance, en privilèges inutiles ou inacceptables. Ce combat n'est pas facile et il n'est pas rare qu'on soit contraint de le mener à fronts renversés. S'inspirant d'une intention paradoxale de *subversion orientée vers la conservation ou la restauration*, les révolutionnaires conservateurs ont beau jeu de transformer en résistances réactionnaires les réactions de défense suscitées par des actions conservatrices qu'ils décrivent comme révolutionnaires ; et de condamner comme défense archaïque et rétrograde de 'privilèges' des revendications ou des révoltes qui s'enracinent dans l'invocation des droits acquis, c'est-à-dire dans un passé menacé de dégradation ou de destruction par leurs mesures régressives - dont les plus exemplaires sont le licenciement des syndicalistes ou, plus radicalement, des anciens, conservateurs des traditions du groupe.

Et si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'État), des forces qui, sous l'apparence de défendre simplement, comme on le leur reprochera aussitôt, un ordre disparu, et les 'privilèges' correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit, et qui ferait place à des collectifs orientés vers la *poursuite rationnelle de fins collectivement*

élaborées et approuvées. Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'État, État national ou, mieux encore, supra national, c'est-à-dire européen (étape vers un état mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers ; capable aussi et surtout de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail en organisant, avec l'aide des syndicats, l'élaboration et la défense de l'*intérêt public* qui, qu'on le veuille ou non, ne ressortira jamais, même au prix de quelque faux en écriture mathématique, de la vision de comptable (en un autre temps, on aurait dit 'd'épicier') que la nouvelle croyance présente comme la forme suprême de l'accomplissement humain.